

ARTICLE 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 30 Juillet 1998

Le Président de la République,
Alpha Oumar KONARE

Le Ministre des Mines et de l'Energie,
Premier Ministre par intérim,
Yoro DIAKTIE

Le Ministre des Finances
Soumaïla CISSE

DECRET N°98-240/P-RM Portant rectificatif au décret N°97-273/P-RM du 13 septembre 1997 portant nomination de personnels officiers des forces armées et de sécurité.

Le Président de la République ;

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°95-041 du 20 Avril 1995 portant Statut Général des Militaires ;

Vu le décret N°288/PG-RM du 16 octobre 1997 portant conditions d'avancement des officiers d'active des Forces Armées et de Sécurité ;

Vu le Décret N°97-273/P-RM du 13 septembre 1997 portant nomination de personnels officiers des Forces Armées et de Sécurité ;

DECRETE :

ARTICLE 1ER : L'article 1er du Décret N°97-273/P-RM du 13 septembre 1997 susvisé est rectifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

ARTICLE 1ER : Les Elèves Officiers d'Active, sortant de l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr et dont les noms suivent, sont nommés au grade de Lieutenant pour compter du 1er Octobre 1997

- EOA Youssouf DIARRA ;
- -»- Salif TRAORE ;

Lire :

ARTICLE 1ER : les Elèves Officiers d'Active (EOA), sortant respectivement de l'Ecole de l'Air de Salon (France) et de l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr (France) et dont les noms suivent, sont promus au grade de Lieutenant, à compter du 1er octobre 1997 :

- EOA Youssouf DIARRA ;
- -»- Salif TRAORE.

ARTICLE 2 : le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 30 Juillet 1998
Le Président de la République,
Alpha Oumar KONARE

DECRET N°98- 241/P-RM. Portant attribution de distinction honorifique à titre posthume.

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°63-31/AN-RM du 31 Mai 1963 portant création des ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi N°91-053/AN-RM du 26 Février 1991 portant création de la Grade Chancellerie des ordres Nationaux ;

Vu le Décret N°194/PG-RM du 17 Septembre 1963 portant règlement d'Administration Publique pour l'application de la Loi N°63-31/AN-RM du 31 Mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la république du Mali ;

Vu le Décret N°93-375/P-RM du 12 Octobre 1993 portant nomination du Grand Chancelier des Ordres Nationaux ;

DECRETE :

ARTICLE 1ER : Monsieur Oumar BA , Juge de Paix à Compétence Etendue de Dioila est élevé au grade de Chancelier de l'Ordre National du Mali à titre posthume .

ARTICLE 2 : Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel.

Bamako , le 03 Août 1998.

Le Président de la République ,
Alpha Oumar KONARE

DECRET N°98-242/P-RM Portant création du Groupe Consultatif National pour la Microfinance.

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94 -040 du 15 Août 1994 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, modifiée par la Loi N°95-074 du 15 Septembre 1995 ;

Vu le Décret N°94-302/P-RM du 20 Septembre 1994 portant application de la Loi N°94-040 du 15 Août 1994 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit ;

Vu le Décret N°97-263/P-RM du 16 Septembre 1997 portant nomination d'un Premier Ministre ;

Vu le Décret N°97-282/P-RM du 16 Septembre 1997 portant nomination des membres du Gouvernement ;

DECRETE :

ARTICLE 1ER : Il est créé auprès du Ministre Chargé des Finances un organisme Consultatif dénommé Groupe Consultatif National pour la Microfinance.

ARTICLE 2 : Le Groupe Consultatif National pour la Microfinance a pour mission l'orientation, le Pilotage et le suivi du développement de la microfinance au Mali.

A ce titre, il est chargé de :

- susciter, coordonner et assurer le suivi de la mise en oeuvre du plan d'action de la Microfinance ;
- renforcer la concertation entre les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), les bailleurs de fonds et les autorités de tutelle,
- proposer toutes mesures susceptibles de contribuer au développement de la Microfinance.

ARTICLE 3 : Le Groupe Consultatif National pour la Microfinance est composé comme suit :

Président :

Le représentant du ministre chargé des Finances ;

Membres :

- un représentant du ministre chargé du Plan ;
- un représentant du ministre chargé du Développement Rural ;
- un représentant du ministre chargé de l'Industrie ;
- un représentant du ministre chargé de la Promotion de la Femme.
- trois représentant du Bureau de Coordination des Systèmes Financiers Décentralisés ;
- un représentant de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ;
- deux représentants de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers (APBEF) ;
- cinq représentants des partenaires au développement bilatéraux (CFD, ACDI, US-AID, Coopération Néerlandaise, GTZ) ;

- trois représentants des partenaires au développement multilatéraux (Banque Mondiale, PNUD, Banque Ouest Africaine de Développement).

Les fonctions de membre du Groupe Consultatif National pour la Microfinance sont gratuites.

ARTICLE 4 : Le Secrétariat du Groupe Consultatif National pour la Microfinance est assuré par la Cellule d'Appui et de Suivi des Structures Mutualistes ou Coopératives d'Epargne et de Crédit (CAS/SMFC).

ARTICLE 5 : Le Groupe Consultatif National pour la Microfinance se réunit une fois par trimestre sur convocation de son Président et chaque fois que les circonstances l'exigent.

ARTICLE 6 : Le Groupe Consultatif National pour la Microfinance fait trimestriellement un rapport d'étape au Gouvernement.

ARTICLE 6 : Le ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 03 Août 1998

**Le Président de la République,
Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Ministre des Finances,
Soumaïla CISSE**

DECRET N°98-243/P-RM Portant affectation de parcelles de terrain au ministre des travaux publics et des transports.

le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°86-91/AN-RM du 1er Août 1986 portant code domanial et foncier et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°97-263/P-RM du 13 septembre 1997 portant nomination d'un Premier Ministre ;

Vu le Décret N°97-282/P-RM du 16 septembre 1997 portant nomination des membres du Gouvernement ;